

PRÉSENTATION DES THÈSES PROFESSIONNELLES

MASTÈRE SPÉCIALISÉ®
EXPERT EN ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE
Parcours RSEDD – Coursus 2023-2024

14 – 20 NOVEMBRE 2024





Le « Mastère Spécialisé EEDD option Executive en Management Global de la Responsabilité Sociétale des Entreprises et du Développement Durable » est une formation de haut niveau diplômante destinée à des cadres en activité et organisée conjointement par Mines Paris-PSL – Institut Supérieur d'Ingénierie et Gestion de l'Environnement (ISIGE) et CEGOS.

Lors de la formation, les professionnels acquièrent des connaissances et méthodes permettant de mieux intégrer les aspects QSE, RSE et plus globalement une démarche de Développement Durable, dans leurs activités professionnelles.

En plus de la partie théorique, la formation comprend une partie pratique pour développer, généralement au sein de leur propre entreprise, une réflexion approfondie sur ces thématiques et leur mise en place effective et opérationnelle.

L'élaboration d'une thèse professionnelle, qui s'appuie fortement sur cette expérience pratique, permet un retour d'expérience, qui intéresse au-delà de l'entreprise en question, la communauté des acteurs dans le domaine de la RSE et le Développement Durable.

Cette réflexion est développée dans un support écrit, la thèse professionnelle, et présentée lors d'une soutenance orale. Pour la 16ème promotion, ces soutenances orales publiques ont lieu en novembre à Paris (École des Mines de Paris – 60, boulevard Saint-Michel – PARIS 6ème).

Le présent document résume les thèses professionnelles de cette seizième promotion 2023-2024 de ce Mastère Spécialisé. Après les soutenances et la validation par l'équipe pédagogique, ces documents seront disponibles sur demande auprès de l'ISIGE – Mines Paris-PSL, s'ils ne sont pas concernés par une demande de confidentialité.

ISIGE – MINES Paris-PSL
35, rue Saint-Honoré – 77305 Fontainebleau Cedex
01.64.69.48.78 – www.isige.minesparis.psl.eu

INTRODUCTION

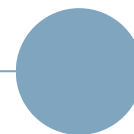
THÈSES PROFESSIONNELLES

MASTÈRE SPÉCIALISÉ EEDD PARCOURS EXECUTIVE MANAGEMENT GLOBAL DE LA RSE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (RSEDD)

2023-2024



Jeudi 14 novembre 2024



10h15

Farida CARIDROIT – *Crépin Petit*

La RSE peut-elle être un levier de compétitivité pour les PME françaises ?

11h30

Armelle RUSTERHOLTZ – *BPCE*

Comment accompagner les établissements du Groupe BPCE et leurs clients dans une trajectoire de décarbonation sur le marché agricole ?

13h45

Karen BEAUJARD – *Arcelor Mittal*

De la conformité réglementaire à une stratégie globale RSE : une analyse des risques et impacts peut-elle être un facteur déclenchant de transformation plus responsable ?

15h

Hélène REDEL – *SNCF*

Comment le groupe SNCF peut-il s'engager, aux côtés de la Région Bretagne, pour accompagner la transition écologique du territoire ?

16h15

Astrid PELLETIER – *CEC*

Est-ce qu'un parcours apprenant / agissant entre pairs peut donner de l'élan aux acteurs du monde financier pour accélérer la transformation des entreprises vers des modèles plus durables ?



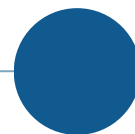
THÈSES PROFESSIONNELLES

MASTÈRE SPÉCIALISÉ EEDD PARCOURS EXECUTIVE MANAGEMENT GLOBAL DE LA RSE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (RSEDD)

2023-2024



Vendredi 15 novembre 2024



9h

Sophie COTELLE - VIGROUX - *Baccarat*

L'emballage, un levier fort pour travailler sur les enjeux environnementaux dans le luxe.

10h15

Émilie BERGER - *SNCF*

Spécificité de la stratégie RSE dans le Service Public : enjeux, valeurs et pratiques analysés au regard d'un cas d'étude, la structuration de la stratégie RSE du Technicentre Industriel SNCF de Hellemmes.

11h30

Pauline GRENECHE - *SipLec*

Comment adapter et déployer une stratégie d'éco-conception textile au sein des équipes dans une logique de co-construction ?

13h45

Juliette OVELACQ - *Happy Babees*

Comment le passage vers « l'entreprise à mission » peut-il participer à mieux impliquer les collaborateurs dans le projet collectif : cas du réseau de crèches Happy Babees.

15h

Hervé RIOU - *Sanofi*

Engager les sous-traitants de Sanofi dans leur trajectoire de décarbonation et d'efficacité énergétique.

16h15

Maria BERALDI - *Vinci Construction*

Comment la recherche peut-elle être utilisée pour accompagner le développement des pratiques d'économie circulaire chez VINCI ? Le cas des indices de circularité développés par l'École Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC).

17h30

Olivier DARDE - *Hermès*

Comment Hermès peut-il devenir un acteur clé du bien-être animal dans ses filières d'approvisionnement ? Le cas de la filière Suisse d'élevage de veaux et jeunes bovins pour les approvisionnements en cuir des maroquineries Hermès.



THÈSES PROFESSIONNELLES

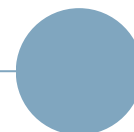
MASTÈRE SPÉCIALISÉ EEDD PARCOURS EXECUTIVE MANAGEMENT GLOBAL

DE LA RSE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (RSEDD)

2023-2024



Lundi 18 novembre 2024



7h45

Maylis DANNE – *Nestlé*

En quoi l'inclusion des seniors renforce-t-elle la dimension sociale de la stratégie RSE de l'Entreprise ? Cas de la filiale Nestlé en France.

9h

Céline FREVA – *Allianz Partners*

La robustesse, une autre voie pour embarquer des parties prenantes non assujetties à la réglementation RSE. Cas des dépanneurs/remorqueurs chez Allianz Partners France

10h15

Marcela COFRE – *Association Dialogues*

Comment le dialogue social peut être un levier dans la transition écologique des entreprises ?

11h30

Anne-Laure DECLAYE – *Habitat*

Transformer les entreprises et le système économique avec la loi Pacte, la CSRD et la taxonomie européenne : mal nécessaire, remède suffisant ?

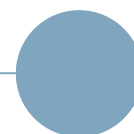
THÈSES PROFESSIONNELLES

MASTÈRE SPÉCIALISÉ EEDD PARCOURS EXECUTIVE MANAGEMENT GLOBAL DE LA RSE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (RSEDD)

2023-2024



Mardi 19 novembre 2024



09h

Aurélie LEMAITRE - *IDIX*

L'engagement solidaire comme pilier de déploiement de la RSE.

10h15

Hermione COTARD - *Speedy*

Dans quelle mesure les gisements des ateliers de réparation peuvent contribuer à la performance financière et environnementale d'un acteur de l'entretien automobile ?

11h30

Jean-Benoît ÉTIENNE - *ADEO*

How can retailers build a sustainable business model through proactive waste collection to enable recycle loops ?

13h45

Sophie SERIZIER - *URBAN CANOPEE*

Comment l'approche en double matérialité interroge la stratégie de développement d'une start-up à impact ?

15h

Valérie VILLERS - *CERCES*

Comment le modèle de comptabilité durable C.A.R.E contribue-t-il à la mise en place de la CSRD par les entreprises.

16h15

Maud LAMBERT - *OFFICEPRO SEATING*

Un modèle d'affaire contributif est-il possible pour une TPE importatrice de produits de Chine ? Cas de OFFICEPRO SEATING, importateur de mobilier d'assise.

17h30

Jean-Christophe L'HUILLIER - *U Enseigne*

Le magasin régénératif : du global au local.

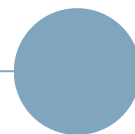
THÈSES PROFESSIONNELLES

MASTÈRE SPÉCIALISÉ EEDD PARCOURS EXECUTIVE MANAGEMENT GLOBAL DE LA RSE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (RSEDD)

2023-2024



Mercredi 20 novembre 2024



9h

Arnaud CAMBEFORT - *Safran*

Freins, leviers et méthode pour la montée en maturité opérationnelle en éco-conception d'une entreprise industrielle de l'aéronautique - cas d'une filiale Safran.

10h15

Carole LEGRAND - *Médiacom*

Comment GroupM doit-elle s'appuyer sur ses parties prenantes pour atteindre ses objectifs SBTi de décarbonation ?

11h30

Julien RUFIN - *Transdev*

En quoi l'adoption de la qualité de Société à Mission par une entreprise en charge d'une mission de service public peut-elle lui permettre de construire une nouvelle gouvernance ? Cas de Transdev Grand Reims.

13h45

Raphaëlle MAPPUS - *Mobivia*

La mesure d'impact peut-elle faire accélérer la transition vers le circulaire d'une entreprise traditionnellement linéaire ?

15h

Philippe CHAUSSON - *CWT*

Comprendre les usages du voyage d'affaires et le rôle actuel de la politique voyage des entreprises, et proposer un protocole innovant pour les aider à se décarboner.

16h15

Florence LAUGER - *Capital Export B*

Comment évaluer (et accompagner) les progrès RSE des PME du portefeuille en tenant compte des exigences de nos parties prenantes et des évolutions réglementaires.



**Farida
CARIDROIT**

37 ans

Université
Catholique de Lille

15 ans d'expérience
dans le monde
bancaire

Directrice d'agence

La RSE peut-elle être un levier de compétitivité pour les PME françaises ?

Créée en 1873, CREPIN PETIT est une PME familiale historique de fabrique de boutons essentiellement destinés au prêt à porter. Son savoir-faire exceptionnel et sa capacité d'adaptation lui ont permis de traverser les nombreuses crises qu'a connu le secteur du textile habillage ces dernières décennies.

Aujourd'hui, l'inflation lié à l'après-covid et l'arrivée des acteurs de l'ultra fast fashion ont des conséquences importantes sur la consommation des ménages. Ces derniers achètent de moins en moins de vêtements et se tournent vers des produits aux prix attractifs. Ces nouveaux modes de consommations engendrent une baisse des commandes associée à une négociation accrue sur les prix de la part des clients de CREPIN PETIT. Cette situation menace une partie des emplois de l'entreprise.

Dans ce contexte, nous avons cherché à comprendre si la RSE pouvait être un facteur de compétitivité en nous appuyant sur la littérature ainsi que sur de nombreux entretiens menés avec des parties prenantes. L'objectif est de déterminer si la mise en œuvre d'une stratégie RSE peut permettre de gagner des parts de marché grâce à des changements organisationnelles et à l'avantage concurrentiel permis par les innovations responsables.

CRÉPIN PETIT – Bernaville (80)



**Armelle
RUSTERHOLTZ**

44 ans

Ingénieur
en Agriculture
Unilasalle Rouen
(ESITPA)

Chef de projet

Banque Populaire
Val de France

Comment accompagner les établissements du Groupe BPCE et leurs clients dans une trajectoire de décarbonation sur le marché agricole ?

Le Groupe BPCE, à travers ses réseaux de détail, est la troisième banque de l'agriculture en France (en part de marché). Pour matérialiser son engagement stratégique dans la transition écologique, BPCE s'est notamment engagé en 2021 dans l'initiative NZBA (Net Zero Bank Alliance). Parmi les secteurs émissifs à analyser, l'agriculture est l'un des enjeux du Groupe pour 2024. A la fois cause et victime du changement climatique, l'agriculture est aussi une solution potentielle.

L'initiative NZBA nécessite la publication d'une trajectoire et d'un plan d'action pour s'engager vers une économie décarbonée. Toutefois, cette initiative est récente et l'absence de données physiques agricoles empêche la réalisation d'une estimation de l'empreinte carbone suffisamment granulaire pour définir une trajectoire chiffrée. Cependant, l'objectif est la mise en place d'un plan d'action opérationnel pour les établissements de détail du groupe afin qu'ils s'engagent vers une agriculture décarbonée.

Le travail discute la mise en place d'une feuille de route et l'intégration dans les plans de développement des marchés de l'agriculture des deux marques Banque Populaire et Caisse d'Epargne (97% des encours agricoles), en proposant des modes de gestion de données parcellaires.

Au-delà de la mise en mouvement des conseillers de proximité, les interdépendances entre les entreprises de la chaîne de valeur laissent envisager qu'une organisation en filière permettrait à tous les acteurs de travailler de concert vers un objectif commun de décarbonation de l'agriculture.

Groupe BPCE – Paris



Karen BEAUJARD

44 ans

Ingénieure
généraliste

École Nationale
Supérieure d'Arts
et Métiers (ENSAM)

ESG Coordinator

De la conformité réglementaire à une stratégie globale RSE : une analyse des risques et impacts peut-elle être un facteur déclenchant de transformation plus responsable ?

Le sidérurgiste ArcelorMittal a défini en 2017 son ambition en matière de développement durable, matérialisée par la certification ResponsibleSteel® de ses sites. Par son organisation décentralisée et ses objectifs de performance financière dans un secteur économique historiquement fluctuant, ses filiales tendent à initier la RSE par l'angle de la conformité. Dès lors, comment inciter un segment comme ArcelorMittal Europe Long Products à construire et mettre en œuvre une démarche RSE globale ? Quelles pistes explorer pour mobiliser et impliquer l'organisation au-delà de l'approche réglementaire ?

Une analyse approfondie et méthodique, voulue exhaustive et d'inspiration libre, basée sur les Impacts, Risques et Opportunités appliqués aux spécificités du segment, a abouti à une cartographie des enjeux. Enrichi par des entretiens qualitatifs de parties prenantes, l'outil élaboré a permis de structurer une proposition de stratégie RSE globale du segment, complémentaire à l'approche CSRD du Groupe.

Illustrée par un nouveau modèle économique basé sur la circularité dans la construction et le génie civil, cette stratégie RSE pourrait constituer un socle solide et structurant en accord avec les engagements du Groupe. Elle permettrait de promouvoir efficacement les initiatives internes et externes, sensibiliser et impliquer toutes les parties prenantes dans des pratiques responsables et durables, incarnant pleinement notre raison d'être « smarter steels for people and planet ».

ArcelorMittal Europe Long Products – Esch sur Alzette, G.D. de Luxembourg



Hélène REDEL

48 ans

Ingénieure ICAM
Lille

Secrétaire
Générale Transilien
Ligne C
SNCF-Voyageurs

Comment le groupe SNCF peut-il s'engager, aux côtés de la Région Bretagne, pour accompagner la transition écologique du territoire ?

La Région Bretagne et les territoires bretons sont fortement mobilisés autour des enjeux de développement durable et de transition écologique, comme en témoignent par exemple les prises de position du Président de Région sur la décarbonation ou encore le choix de nommer un Premier Vice-Président en charge du climat et des mobilités. Une « Convention des Entreprises pour le Climat » Ouest a été organisée en 2023. Suite à cet exercice collaboratif entre acteurs du territoire, les entités bretonnes du groupe SNCF souhaitent apporter des réponses concrètes et visibles pour accompagner la transition écologique régionale.

En effet, le groupe SNCF place le développement durable au cœur de sa raison d'être : « Agir pour une société en mouvement, solidaire et durable ». Il dispose de leviers d'action pour prendre en compte les enjeux de transition écologique, comme l'éco-conception des projets, l'expérience de l'intermodalité, l'engagement « zéro phyto » ou encore la prise en compte structurée des impacts du dérèglement climatique et les analyses de vulnérabilité associées.

En s'appuyant sur l'analyse croisée des besoins et attentes du territoire et les actions portées par les entités du groupe, l'étude a permis d'identifier comment le groupe SNCF peut répondre « présent », aux côtés de la Région Bretagne, pour accompagner la transition écologique.

SNCF – Rennes

Est-ce qu'un parcours apprenant / agissant entre pairs peut donner de l'élan aux acteurs du monde financier pour accélérer la transformation des entreprises vers des modèles plus durables ?



Astrid PELLETIER

51 ans

EDHEC

Copilote CEC
Monde Financier

25 ans
d'expérience
DG-DAF
(Groupe Bouygues
et SG)

L'association CEC organise des parcours apprenants et agissants pour des décideurs économiques, afin de les accompagner et de rendre irrésistible la bascule d'une économie extractive vers une économie régénérative d'ici 2030. En effet, pour tous les entrepreneurs qui veulent retrouver des modèles d'affaires pérennes, compatibles avec les limites planétaires, de nombreux freins et leviers existent et le parcours vise à les identifier, à partager les bonnes pratiques et à travailler en intelligence collective pour les dépasser.

Le "Monde Financier" a un rôle majeur à jouer dans cette profonde mutation. Il représente à la fois des acteurs à convaincre (Banques-Assureurs-Sociétés de gestion-Investisseurs-Conseil-Experts comptables-Ecoles ...). Mais il s'agit aussi des indicateurs financiers, des modèles économiques culturellement admis et probablement à challenger dans ce nouveau contexte.

Parmi les freins identifiés à une bascule vers une économie régénérative, il y a un grand nombre lié au Monde Financier. C'est pour cette raison qu'un parcours CEC dédié à ce secteur a été lancé fin 2023 et a permis de réunir 67 organisations, 134 dirigeants et 22 étudiants pendant 10 mois. En quoi cette expérience a pu lever des freins et donner de l'élan aux participants ? Quels engagements individuels et quelles initiatives collectives ont pu émerger qui pourraient changer la donne ? Quels manques et quels freins subsistent ? Un parcours est-il suffisant pour faire bouger les lignes ? Quelles suites pourrait-on imaginer pour continuer à irriguer l'économie et démultiplier l'impact ? Au travers de l'analyse de ce parcours et de ses retombées, la thèse va essayer d'apporter des éléments à ces questions.

CEC - Convention des Entreprises pour le Climat - Paris

L'emballage, un levier fort pour travailler sur les enjeux environnementaux dans le luxe.



**Sophie
COTELLE-
VIGROUX**

49 ans

EDHEC

Directrice
des Collections
et du Patrimoine

Baccarat

Baccarat propose environ 850 références à ses clients, qui sont vendues chacune dans des écrans rouges, code de marque fort de la Maison. On dénombre environ 200 dimensions différentes de boîtes rouges différentes et 300 types de calages internes.

Dans un contexte de ressources finies et une prise de conscience des limites planétaires, Baccarat travaille sur ses enjeux environnementaux. La thèse se concentre sur les réflexions autour de l'emballage, avec notamment un plan d'action à décliner pour évoluer vers plus de packaging recyclable à horizon 2026, et une réflexion plus fondamentale sur les emballages et leurs rôles pour le moyen terme.

Comment réduire les calages non recyclables, les inserts plastiques, peut-on supprimer le vernis sur les boîtes ? Le plan d'action 2026 doit intégrer les contraintes de sécurisation des pièces, d'optimisation du transport, de manipulation pour les opérateurs, et bien sûr le respect des codes esthétiques de la marque.

Pour la politique post 2026, l'étude s'intéresse à des solutions plus structurantes comme le transport des pièces en packaging industriel, mise en boîte sur le point de vente ou encore le changement de l'esthétique packaging pour optimiser une circulation à plat. Au-delà de cette politique, la thèse abordera la réflexion autour du luxe dans un contexte de ressources écologiques contrainte.

Baccarat - Paris



Émilie BERGER

44 ans

Master in
Management
Science

Kedge Business
School (Bordeaux)

Responsable RSE
et Impact
Environnemental

Spécificité de la stratégie RSE dans le Service Public : enjeux, valeurs et pratiques analysés au regard d'un cas d'étude, la structuration de la stratégie RSE du Technicentre Industriel SNCF de Hellemmes.

Cette thèse explore la spécificité de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans le contexte du service public, en particulier au sein du Technicentre Industriel SNCF de Hellemmes.

Les organisations publiques sont porteuses de valeurs, ancrées dans leur mission et leur histoire. Comme d'autres entreprises du service public, la SNCF s'est saisie depuis longtemps des enjeux du développement durable, incluant des indicateurs sur les différents piliers de la RSE, mais avec une redescende inégale des sujets et des pratiques dans ses différentes entités. Il fallait aujourd'hui, pour son Technicentre Industriel de Hellemmes, structurer la démarche en fonction des défis environnementaux et sociaux qui s'annoncent.

L'étude met en lumière les particularités de la RSE dans ce contexte, et analyse les spécificités de la construction d'une stratégie RSE dans une organisation publique : Quels en sont les apports ? Peut-elle s'ancrer dans le terrain fertile des valeurs publiques ? Peut-elle servir à harmoniser les valeurs du service public avec les outils stratégiques ?

Cette recherche montre que la RSE dans le service public doit être pensée comme un levier stratégique pour renforcer la mission de service public tout en répondant aux défis sociétaux actuels.

TECHNICENTRE INDUSTRIEL SNCF - Hellemmes



**Pauline
GRENECHE**

37 ans

Université Milano-
Bicocca

Cheffe de projets
RSE spécialisée
dans l'éco-
conception

Comment adapter et déployer une stratégie d'éco-conception textile au sein des équipes dans une logique de co-construction ?

Conscient de sa responsabilité en tant que premier metteur en marché de produits textiles, SIPLEC, l'entité en charge du développement et de la commercialisation des produits non alimentaires à marque de distributeur du groupe E.LECLERC, s'est lancée dans une démarche d'éco-conception ambitieuse.

Depuis plus d'un an, l'ensemble des équipes et des métiers textiles travaillent conjointement à la réduction de l'impact environnemental de leurs gammes sur l'ensemble de la chaîne de valeur : depuis la conception des produits jusqu'à leur fin de vie.

Après avoir défini une stratégie pour toutes les catégories de produits alignée sur les objectifs du groupe, la deuxième partie de la démarche et l'objet de cette thèse a pour objectif, à travers une série d'entretiens et d'ateliers, de décliner ce plan à chaque catégorie de produits afin de l'adapter à leurs spécificités et de permettre son appropriation par toutes les parties prenantes internes.

Cette approche capitalise sur la formation, l'intelligence collective et les échanges entre la vision stratégique et la réalité du terrain. Cette étude sera également l'occasion de s'interroger sur la pression réglementaire qui s'exerce sur la filière textile et sur les injonctions contradictoires du marché, dans un contexte inflationniste.

SIPLEC - Ivry-sur-Seine



Juliette OVELACQ

38 ans

ESCP Europe

13 ans d'expériences
en évaluation
d'impact et mécénat

Comment le passage vers « l'entreprise à mission » peut-il participer à mieux impliquer les collaborateurs dans le projet collectif : cas du réseau de crèches Happy Babels.

Happy Babels est un réseau de crèches inter-entreprises situées autour de Nantes, qui s'est progressivement développé et compte aujourd'hui quatre établissements. En 2024, il choisit de formaliser son engagement natif envers la recherche d'impact positif en devenant une « société à mission » selon les termes de la loi PACTE.

Si l'objectif de cette démarche est avant tout de franchir un cap supplémentaire en matière d'engagement sociétal, elle constitue également une opportunité de mieux impliquer les collaborateurs dans le projet collectif, a fortiori dans un contexte où celui-ci semble insuffisamment partagé et approprié.

Pour ce faire, l'enjeu central de cette démarche est de mettre en place les conditions d'une participation active des collaborateurs à la définition de la « mission », grâce au travail que cela implique à la fois sur l'identité et les aspirations de l'entreprise.

Cette étude met en avant les modalités et apports de cette co-construction ainsi que la mesure de ses premières retombées en matière d'adhésion et d'engagement dans le projet, avant de dessiner les contours d'un cadre d'évaluation de plus long terme.

HAPPY BABEES – Nantes



Hervé RIOU

60 ans

Pharmacien
Université de Nancy
Ingénieur Génie
Chimique ENSIC
Nancy

Expérience
dans la production
et la gestion de
sous-traitance
pharmaceutique

Engager les sous-traitants de Sanofi dans leur trajectoire de décarbonation et d'efficacité énergétique.

Centré sur les besoins des patients et engagé dans la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de solutions thérapeutiques, Sanofi est un leader mondial de la santé.

Conscient de sa responsabilité et de son potentiel à contribuer à la protection de l'environnement, Sanofi s'emploie, dans le cadre de son programme Planet Care, à minimiser les impacts directs et indirects de ses activités et produits sur l'environnement, à s'engager vers zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2045 (tous scopes confondus) avec des objectifs intermédiaires de réduction des émissions d'ici à 2030.

Parallèlement aux actions de réduction des émissions liées à l'énergie consommée en interne, cet objectif implique d'engager toute la chaîne de valeur dans la réduction des émissions externalisées, avec un focus sur l'activité des sous-traitants pharmaceutiques de Sanofi.

Ce travail présente le développement et la mise en œuvre d'une méthode de calcul plus efficace des émissions de gaz à effet de serre. Elle intègre les émissions des sous-traitants, permet d'affiner le bilan carbone de la sous-traitance, montre l'efficacité des actions d'efficacité énergétique engagées par les tiers sur leur trajectoire de décarbonation et alimente un échange constructif avec les équipes External Manufacturing de Sanofi.

Sanofi – Gentilly (94)



Maria BERALDI

42 ans

Responsable
Communication
et Projets R&D

Communication
& marketing

Comment la recherche peut-elle être utilisée pour accompagner le développement des pratiques d'économie circulaire chez VINCI ? Le cas des indices de circularité développés par l'École Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC).

VINCI est un leader mondial des concessions, de l'énergie et de la construction, présent dans plus de 120 pays. Le groupe est dépendant des ressources naturelles pour le maintien et le développement de toutes ses activités, notamment la construction. Le renforcement d'approches circulaires peut être un réel atout. Toutefois, malgré des résultats de recherche probants et de nombreuses initiatives du groupe VINCI et d'autres acteurs du secteur, la massification des pratiques d'économie circulaire peine à se mettre en place.

La thèse s'intéresse à une démarche de co-construction mise en place par le Lab Recherche Environnement VINCI ParisTech pour la transposition de résultats de recherche dans les entreprises du groupe en s'appuyant sur les indices de circularité issus de travaux de l'École nationale des ponts et chaussées.

A travers la mobilisation des différents métiers, le partage d'expériences, l'analyse des freins rencontrés et le déploiement de la méthode DKCP, ces travaux doivent permettre aux entreprises de construction de VINCI de passer de l'expérimentation à un déploiement à plus grande échelle du réemploi de matériaux pour le bâtiment d'une part et d'autre part de développer un outil d'évaluation de la circularité d'un élément pour favoriser l'éco-conception et la prescription de matériaux recyclés.

L'étude présentera les éléments clés de la transposition de résultats de recherche dans les métiers du groupe VINCI et les conditions de réussite de cet exercice visant à faire évoluer les métiers et les pratiques du groupe vers des approches plus durables.

VINCI - Nanterre (92)



Olivier DARDE

54 ans

Docteur
en Sciences
des AgroRessources
INP - Toulouse

Responsable
Assurance Qualité
Fournisseur
Lait et Ingrédients
Laitiers

Danone Corporate

Comment Hermès peut-il devenir un acteur clé du bien-être animal dans ses filières d'approvisionnement ? Le cas de la filière Suisse d'élevage de veaux et jeunes bovins pour les approvisionnements en cuir des maroquineries Hermès.

Hermès, 3ème groupe français du luxe, implanté à l'international, est un acheteur et un transformateur de nombreuses matières premières d'origines animales : soie, plumes, laines, crins, et bien sûr cuirs exotiques et cuirs classiques de veaux et jeunes bovins pour la fabrication des objets de la maroquinerie et de la sellerie.

A la demande des dirigeants du Groupe, et sous la pression de certaines ONG de défense des animaux, Hermès a pris l'initiative de mettre en place une politique stricte et ambitieuse de bien-être animal (BEA) pour l'ensemble de ses filières d'approvisionnement concernées, que ce soit dans sa sphère directe de responsabilité, ou pour ses partenaires extérieurs. Démarche débutée en 2019, formalisée en 2021 et mise à jour en 2023, cette politique vise une meilleure prise en compte des dernières avancées scientifiques et opérationnelles. Il faut alors s'assurer que les engagements pris dans cette politique de BEA sont bien respectés par ses partenaires extérieurs de ses filières d'approvisionnement.

L'étude doit permettre d'identifier les acteurs et d'évaluer le niveau de Bien-être animal de la filière suisse d'élevage des veaux et jeunes bovins, afin de les amener au niveau des exigences de BEA d'Hermès, le cas échéant. Les limites de la démarche sont de ne pas être en mesure de nouer des relations avec les acteurs de la filière et de ne pas savoir qualifier la filière suisse qui représentent une part importante des approvisionnements en cuir classique.

HERMÈS - HMS - Pantin (93)



Maylis DANNE

47 ans

Kedge Bordeaux

Directrice Talents
et Engagement

Groupe Nestlé
en France

En quoi l'inclusion des seniors renforce-t-elle la dimension sociale de la stratégie RSE de l'Entreprise ? Cas de la filiale Nestlé en France.

Confrontés à une discrimination invisible et tolérée et aux stéréotypes tenaces, les seniors en entreprise semblent souvent poussés vers la sortie plutôt qu'encouragés à poursuivre une carrière au sein des entreprises. Cette réalité est criante : en 2022, en France, seuls 36 % des 60-64 ans étaient en emploi. Pourtant, nous sommes à l'aune de la transition démographique et il est prévu que près de la moitié des Européens auront plus de 45 ans d'ici 2035. En France, en 2040, un habitant sur quatre aura 65 ans ou plus.

Face au vieillissement de la population et à l'allongement des carrières avec un départ à la retraite plus tardif, il est désormais impératif d'agir. Ce sujet doit se déplacer du débat public vers le cœur des entreprises. Actrices du changement social, elles ont la capacité d'influencer positivement l'emploi et l'employabilité des seniors.

En dressant un tableau de la situation des seniors en France sur le marché du travail et plus particulièrement chez Nestlé France et en identifiant les défis posés par la transition démographique, la thèse met en évidence les opportunités pour les entreprises de se saisir pleinement de cette question pour repenser le travail et l'adapter aux salariés expérimentés et rendre la politique RH des entreprises in fine, « durable » pour tous. En effet, ce qui est fait pour les seniors peut également répondre à d'autres enjeux d'inclusion et qualité de vie au travail pour tous et a ainsi un impact sur tout le corps social de l'entreprise, et au-delà.

Groupe Nestlé en France - Paris



Céline FREVA

36 ans

INSEEC

Responsable
Projets
et
transformation RSE

Groupe Allianz

La robustesse, une autre voie pour embarquer des parties prenantes non assujetties à la réglementation RSE. Cas des dépanneurs/remorqueurs chez Allianz Partners France.

Allianz Partners France est une société d'assistance française au sein d'un grand groupe d'assurance, le groupe Allianz. De ce fait, lorsque la Maison Mère définit une politique, il faut la décliner dans toutes les entités, indépendamment de son activité, et surtout il faut atteindre les objectifs fixés.

En 2023, la Maison Mère décide de mettre en place une évaluation RSE de tous les prestataires afin de répondre à deux grandes réglementations : CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) et CSDDD (Corporate Sustainability Due Diligence Directive). Cependant, est-il possible d'interroger des prestataires de la même manière sans prendre en compte leur taille ou leurs activités, tout en ayant comme point de repère un chiffre d'affaires avec l'entreprise ? Comment embarquer des prestataires dans une démarche RSE quand ils ne sont pas directement concernés par la loi ? Comment travailler sur ces notions dans des métiers comme ceux de l'assistance, dans lesquels la réactivité et la disponibilité à tout moment des prestataires sont indispensables ?

La robustesse, concept développé par Olivier Hamant, fait état qu'un changement de paradigme semble indispensable pour vivre dans un monde fluctuant à l'opposé de la performance. En faisant le choix de ne pas appliquer stricto sensu la demande de la maison Mère, nous faisons déjà un choix contre performant. Mais ce concept de robustesse pouvait-il s'appliquer à un projet, comme celui de l'évaluation des prestataires, ou fallait-il transformer tout son modèle de conduire les affaires pour être considéré comme robuste ? Le travail propose une méthode, se basant sur les piliers de la robustesse, devant permettre à Allianz Partners France de renforcer ses liens avec ses prestataires tout en répondant à la demande de la maison Mère.

Allianz Partners France - Saint-Ouen (93)



Marcela COFRE

53 ans

Université Paris II
Panthéon – Assas
Master II Fonction
RH et droit social

Fondatrice
et consultante
RH'UP Conseil

Comment le dialogue social peut être un levier dans la transition écologique des entreprises ?

Les activités humaines menacent l'équilibre naturel de la planète et mettent en danger la stabilité de l'environnement global. Les entreprises, grandes consommatrices de ressources et émettrices de gaz à effet de serre, prennent en compte ces phénomènes au sein de leur démarche « RSE », dans laquelle elles s'engagent à transformer leur modèle économique vers plus de durabilité.

La transition écologique de l'entreprise implique non pas une, mais des transformations dont les impacts organisationnels et sociaux sont soumis au dialogue social. L'étude a permis d'identifier trois leviers d'accélération de la transition écologique de l'entreprise, entre les mains des partenaires sociaux :

- Identifier une cadence des transformations sans rupture avec le corps social
- Diligenter un dialogue social coopératif pour entrer en co-construction de nouveaux référentiels socio-économiques
- Réexaminer le contenu du contrat social et environnemental pour assurer l'adhésion du corps social aux évolutions

Ce travail ira enrichir une base documentaire qui sera mobilisée en vue de la création d'un « guide », pour un dialogue social innovant au service de la transition écologique d'entreprise.

Association Dialogues

Transformer les entreprises et le système économique avec la loi Pacte, la CSRD et la taxonomie européenne : mal nécessaire, remède suffisant ?

Les travaux exposés dans cette thèse visent à étudier le degré d'ambition de la loi Pacte, de la CSRD et de la taxonomie européenne, ce qu'elles sont et ce qu'elles ne sont pas, leur potentiel de transformation et leurs limites, en s'appuyant sur des recherches académiques et sur le cas particulier du Groupe Habitat en Région, groupe d'organismes de logements sociaux, sociétés à mission et soumis aux réglementations européennes pour la plupart.

L'idée est de montrer comment chaque cadre législatif/réglementaire a permis de faire avancer la réflexion stratégique au-delà de sa mission sociale d'intérêt général : intégration dans le statut des sociétés d'objectifs environnementaux, limités jusqu'alors à la rénovation du parc pour des considérations énergétiques, lancement de plans de décarbonation et émergence du sujet de l'adaptation, élargissement de la gouvernance aux sujets de durabilité. Si tous ces cadres portent en eux une ambition de transformation de l'entreprise et de l'économie dans son ensemble, sont-ils pour autant suffisants pour répondre aux enjeux actuels ?

Notre analyse tend à démontrer que la réglementation actuelle est encore trop timide au regard des défis à relever et que, sans instauration de systèmes comptables faisant ressortir les dettes écologiques et sociales en tenant compte des limites planétaires et des planchers sociaux, les entreprises pourront difficilement prendre les décisions qui s'imposent et changer leurs modèles d'affaires. Notre étude ouvre également notre réflexion à une autre question : sont-ce les règles du jeu qu'il faut modifier (continuer à durcir la réglementation) ou le terrain de jeux (voir le monde différemment et réinterroger les paradigmes dominants) ?

Groupe Habitat en Région – Paris



**Anne-Laure
Declaye**

43 ans

ESCP
Business School

Directrice RSE

Groupe Habitat
en Région



Aurélie LEMAITRE

42 ans

Ingénieur IMT Nord
Europe (Ex-Mines
de Douai)

Responsable
Qualité et RSE

L'engagement solidaire comme pilier de déploiement de la RSE.

IDIX est une agence de communication corporate, institutionnelle et digitale. L'agence travaille en B to B et propose des services de conseil en communication. Elle s'appuie pour cela sur deux progiciels « Maison » : PADDIX et SNACDATA, des logiciels de génération de contenu.

Que peut faire une PME de 24 salariés pour « faire sa part » et relever les challenges de notre époque ? Dans une société de plus en plus individualiste et polarisée, la conviction de la direction de l'Agence est qu'il est nécessaire de (re)créer du lien social.

Ce questionnement est au cœur de la problématique de IDIX. De quelle manière, à son échelle, l'Agence peut avoir un impact social positif sur son écosystème et quel type de dispositif pourrait y répondre. C'est ainsi que IDIX a souhaité étudier la mise en place d'un dispositif autour de l'engagement solidaire.

Cette étude va nous permettre d'étudier le contexte de IDIX, de voir comment cette problématique a émergée et comment IDIX propose d'y répondre avec la présentation du dispositif d'engagement solidaire imaginé. Aussi, nous verrons de quelles manières, ce dispositif s'inscrit dans la stratégie RSE de l'agence.

IDIX – Paris / Nantes



Hermione COTARD

44 ans

Institut National
des cadres
supérieurs
Marketing – Vente
Cnam – ICSV

Directrice
innovation

Speedy France

Dans quelle mesure les gisements des ateliers de réparation peuvent contribuer à la performance financière et environnementale d'un acteur de l'entretien automobile ?

Speedy est une entreprise française de 1500 salariés et un acteur incontournable de la réparation automobile, fort d'un maillage de 500 centres en France. Son modèle économique repose sur l'entretien courant et multimarques des véhicules automobiles légers et utilitaires.

Les objectifs de décarbonation du secteur des transports, d'amélioration de la qualité de l'air et de préservation des ressources remettent en cause son modèle d'affaire qui repose principalement sur la réparation et l'entretien de véhicule dotés d'un moteur thermique.

Ce changement de paradigme va nécessiter d'identifier de nouveaux relais de croissance, au service de l'environnement, pour accompagner la transition mais également au service de la performance financière, visant à assurer la viabilité et la rentabilité de Speedy.

Le travail a permis d'analyser le potentiel matière des gisements et de questionner un mode de fonctionnement linéaire de la gestion des déchets dans les ateliers. Il développe également l'ouverture du dialogue avec les parties prenantes visant à atteindre les objectifs communs en matière d'économie circulaire en intégrant tous les acteurs de la chaîne de valeur dans la répartition des richesses et enfin, dans une dimension prospective, de réaliser un benchmark des partenaires complémentaires sur lesquels Speedy pourrait s'appuyer pour adresser des mobilités électriques émergentes (VE, VAE, trottinettes), qui progressivement amènent à faire évoluer le métier de réparateur automobile.

Speedy – Nanterre



**Jean-Benoit
ÉTIENNE**

50 ans
ESCP-EAP
Univ. Lille 1

Circular Economy
Business Leader

ADEO

How can retailers build a sustainable business model through proactive waste collection to enable recycle loops ?

ADEO is an international leader in the DIY market, present in 11 countries with its flagship brand Leroy Merlin. The emergence of EPRs (Extended Producer Responsibility) in France and Spain, as well as a growing demand for recycled material from its suppliers, naturally shoves ADEO to develop post-consumer waste collection activities to supply the recycling sectors linked to its range of products.

But these activities are today not profitable, which raises the question of building a sustainable business model as a prerequisite for the industrialization of these activities.

Through the analysis of operational tests carried out within Leroy Merlin France and Spain, this research pointed out 7 key factors to take into account to ensure the sustainability of these activities: the need to establish a global sourcing strategy, the prioritization of materials following the potential of value creation, the mapping of local ecosystems, the physical adaptation of collection points, the capacities to capt and manage deposits, and the ability to broaden the notion of created value.

This allows ADEO to settle a roadmap securing in the long term the balance of proactive collection/recycling activities, thus ensuring the group a stronger resilience to tackle its vulnerability to raw material availability.

ADEO – Ronchin



Sophie SERIZIER

45 ans
Sciences Po
Grenoble

Directrice RSE
URBAN CANOPEE

Comment l'approche en double matérialité interroge la stratégie de développement d'une start-up à impact ?

Depuis le 1er janvier 2024, la CSRD (Corporate Sustainable Reporting Directive) impose aux grandes entreprises et PME cotées d'établir une analyse de double matérialité pour identifier leurs enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Parallèlement et pour répondre aux enjeux climatiques, un nombre croissant de start-up dites "Green" ou à "impact" a émergé sur le marché, poussé par un fort volontarisme politique et réglementaire de la France et l'Europe.

Cette étude vise à comprendre l'intérêt d'une analyse de double matérialité pour une start-up dite à "impact" et ses conséquences sur sa stratégie de développement. La littérature académique ayant peu abordé cette question, nous nous appuyons sur le cas d'une startup à impact investie sur la lutte contre les îlots de chaleur urbains (ICU) par le végétal.

Une observation active du terrain montre que l'approche de double matérialité ouvre des questions stratégiques pour le développement de l'entreprise. Elle pointe également le paradoxe entre la nécessité du temps long pour le déploiement de ses externalités positives et les contraintes financières liées à ses engagements de croissance rapide qui entravent sa capacité à s'inscrire pleinement sur une trajectoire d'entreprise positive.

S'appuyer sur les green tech pour répondre aux enjeux environnementaux, suppose aux actionnaires de faire évoluer leurs attentes sur le long terme et de s'engager sur de nouveaux modèles comptables capables de valoriser l'ensemble de la valeur créée.

URBAN CANOPEE – Vaires sur Marne



Valérie VILLERS

58 ans

EM Normandie
option Finances
MS Projets
Internationaux
ESCP

+Expérience DAF
filiales
de multinationales
en France
et en Asie

Comment le modèle de comptabilité durable C.A.R.E contribue-t-il à la mise en place de la CSRD par les entreprises.

La Corporate Sustainability Reporting Directive est une directive importante pour l'Union Européenne dans la prise en compte de l'impact environnemental de l'activité économique.

Proposée en avril 2021 et définitivement adoptée en juillet 2023 au parlement européen, elle a été transposée en décembre 2023 en droit français. Elle a fait couler beaucoup d'encre avant, pendant et après son vote et aujourd'hui les premières entreprises doivent s'y conformer alors qu'elle est encore parfois décriée pour sa lourdeur ou, inversement, appréciée pour le changement de modèle économique qu'elle pourrait entraîner.

Le CERCES, Cercle des comptables Environnementaux et Sociaux, a été créé en 2020 sur l'idée que la comptabilité peut et doit jouer un rôle sur les enjeux de durabilité qui questionnent le monde économique et politique. La comptabilité triple capital et en l'espèce la comptabilité C.A.R.E (Comprehensive Accounting in Respect of Ecology) est au cœur des travaux du CERCES et trouve un maillage avec la CSRD qui peut aider les entreprises à franchir cette étape vers une nouvelle perspective de développement, en envisageant la CSRD comme un tremplin et non plus comme une contrainte. C'est ce que nous allons tenter de démontrer dans cette étude.

CERCES – Paris



Maud LAMBERT

48 ans

Dr. Ing. Génie des
Procédés ENSIC

Consultante RSE/
transition écologique

Recherche
appliquée – génie
des procédés
agroalimentaires

Un modèle d'affaire contributif est-il possible pour une TPE importatrice de produits de Chine ? Cas de OFFICEPRO SEATING, importateur de mobilier d'assise.

Officepro Seating est une TPE spécialisée dans l'achat-revente d'assises en BtoB. L'entreprise importe des produits conçus et fabriqués essentiellement en Chine. Très fortement engagée, la direction souhaite mettre en place une stratégie RSE ambitieuse.

Pour définir les niveaux d'ambition possibles, différents concepts prenant en compte l'impact systémique des activités d'une entreprise en lien avec les limites planétaires ont émergés, dont celui de l'entreprise contributive. En supplément de la notion de responsabilité sociétale, qui vise à réduire les impacts sociaux et environnementaux, ce concept questionne la contribution positive de l'entreprise envers la société.

Dans un contexte économique volatile, aborder l'ambition de la stratégie RSE sous cet angle peut permettre de gagner en résilience et de se différencier. Cependant, un « modèle d'affaire contributif » est-il possible pour Officepro Seating ?

Dans ce travail, le cadrage de la démarche RSE s'est tout d'abord appuyé sur l'évaluation Ecovadis. L'étude s'interroge ensuite sur les apports et limites de cet outil pour une stratégie RSE ambitieuse puis propose des outils additionnels pour identifier les pistes d'action permettant d'envisager un modèle d'affaire contributif. Une confrontation de ces pistes avec leur faisabilité et la réalité des parties prenantes permet de donner des éléments de réponse à la question initiale.

OFFICEPRO SEATING – Saint-Pierre-des-Corps



**Jean-Christophe
L'HUILLIER**

52 ans

Ingénieur
agroalimentaire
AGROSUP Dijon

Chef de groupe
marque de
distributeur
Coopérative U

Le magasin régénératif : du global au local.

Le modèle économique des grandes surfaces, fondé sur la croissance volumique et la consommation de masse, exerce une pression considérable sur les ressources naturelles, dégrade les écosystèmes et exacerbe les inégalités sociales. Consciente de ces défis, la Coopérative U, acteur majeur de la distribution en France, redéfinit son rôle notamment en renforçant son ancrage local.

L'Hyper U de Guichen incarne cette nouvelle stratégie en s'engageant dans une démarche régénérative unique, notamment à travers la création d'un rayon textile de seconde main en partenariat avec Pik'éthique, une association locale dédiée à l'économie circulaire. Cette thèse examine cette initiative en analysant comment elle permet à Hyper U Guichen de répondre à la fois aux objectifs stratégiques de la Coopérative U et aux principes d'une entreprise régénérative.

L'étude met en lumière les bénéfices d'une telle approche : réduction des produits importés, sensibilisation des consommateurs, et renforcement de l'image locale, résilience du modèle économique. Les recommandations visent à structurer cette démarche régénérative afin de l'étendre au sein de la Coopérative U, démontrant qu'il est possible de conjuguer performance économique et impact positif pour l'entreprise, le territoire et l'environnement.

Coopérative U – Rungis



**Arnaud
CAMBEFORT**

39 ans

Ingénieur ENSMM

13 ans dans
l'industrie
aéronautique
(Safran)

4 ans responsable
écoConception.

Freins, leviers et méthode pour la montée en maturité opérationnelle en écoConception d'une entreprise industrielle de l'aéronautique – cas d'une filiale Safran.

L'écoConception d'un produit est une démarche visant à connaître et réduire les différents impacts environnementaux sur son cycle de vie (de l'extraction des matières premières à la fin de vie).

Si on voit souvent l'écoConception comme un travail d'ingénierie technique (connaissance scientifique des impacts, modélisation), c'est également une démarche qui doit s'intégrer dans les différents métiers de l'entreprise (critères environnementaux dans les cahiers des charges clients, choix des fournisseurs, choix d'industrialisation). Elle porte donc aussi des enjeux de transformation des métiers.

Le groupe Safran conçoit, produit et commercialise des équipements aéronautiques, dont les transmissions de puissance (« gros engrenages ») de moteurs d'avions, spécialité de sa filiale STS.

Compte-tenu des enjeux environnementaux de l'aéronautique, Safran a une stratégie ambitieuse de réduction des émissions en vol en recourant à des solutions technologiques (dont des technologies STS). Néanmoins il n'existe pas de feuille de route d'écoConception des produits, ni de déclinaison de cette démarche dans les différents métiers et processus.

Dans ce contexte, le travail a permis de construire et déployer une feuille de route de montée en maturité opérationnelle des différents métiers STS. La thèse explore les freins, leviers et la méthode pour une montée en maturité progressive mais pérenne de l'écoConception dans l'organisation.

Transmission Systems (STS – filiale du groupe Safran) – Colombes (92)



Carole LEGRAND

40 ans

Master de
Marketing
Macquarie
University

Business and
Sustainability
Director

Comment GroupM doit-elle s'appuyer sur ses parties prenantes pour atteindre ses objectifs SBTi de décarbonation ?

GroupM est une agence internationale experte en communication média. Sa mission principale consiste à accompagner ses clients à transmettre un message publicitaire à une audience spécifique, en les conseillant sur une stratégie de présence media et en procédant à l'achat d'espaces publicitaires auprès d'entités de diffusion, tant les media offline (comme la télévision ou l'affichage) que les media numériques (tel que la vidéo en ligne ou le référencement payant). Elle est une filiale du groupe WPP, lequel s'est engagé à réduire de 50% ses émissions de son scope 3, représentées à hauteur de 54% par les achats publicitaires.

En tant que prestataire mandataire, GroupM joue un rôle influent dans la réalisation de ces objectifs, bien qu'elle ne détienne pas le pouvoir de décision final. Elle doit donc compter sur l'engagement de ses diverses parties prenantes, impliquées dans tout le cycle de vie d'une campagne publicitaire, pour diminuer son impact environnemental.

Pour y parvenir, une écoute attentive de ses parties prenantes a permis à GroupM de saisir leurs attentes, de les organiser et de les consolider afin de définir des mesures d'accompagnement et d'incitation à l'action.

Cette démarche vise à permettre à GroupM de se concentrer sur sept actions clés qui contribueront à la réduction des émissions. Chacune de ces actions, à son niveau, peut influencer un ou plusieurs aspects à améliorer, et c'est la somme de ces initiatives qui aidera le groupe à atteindre la réduction de 50% visée.

GroupM – Paris



Julien RUFIN

51 ans

IAE Lille

Directeur de Filiale
Transdev Artésiens

En quoi l'adoption de la qualité de Société à Mission par une entreprise en charge d'une mission de service public peut-elle lui permettre de construire une nouvelle gouvernance ? Cas de Transdev Grand Reims.

Exploitant du réseau de transport de voyageurs du Grand Reims, Transdev Grand Reims a remporté l'appel d'offre de la nouvelle concession de service public (CSP) pour 6 ans (2024-2029). Dans son offre, Transdev Grand Reims s'est engagé à adopter la qualité de Société à Mission dès 2024. L'enjeu était ainsi d'installer la Société à Mission tout en préparant la mise en place de la nouvelle offre de mobilité dans les délais contractuels.

Il fallait principalement :

- Finaliser la raison d'être et les engagements statutaires
- Construire la déclinaison opérationnelle
- Préparer l'organisation du 1er comité de mission
- Communiquer sur nos engagements

La thèse présentera le processus mis en place et les difficultés rencontrées. Elle visera à identifier les conditions de réussite dans la mise en place d'une société à mission dans le cadre d'une Concession de Service Public.

Transdev Grand Reims



**Raphaëlle
MAPPUS**

49 ans

ESC Clermont
Business School

Pilote Activités
circulaires
iWip (Mobivia)

La mesure d'impact peut-elle faire accélérer la transition vers le circulaire d'une entreprise traditionnellement linéaire ?

Norauto est un spécialiste de la réparation automobile et la distribution de produits d'entretien et de réparation dont le leitmotiv est d'accompagner les automobilistes pour qu'ils soient « durablement mobiles ».

Son principal levier de réduction des externalités négatives est le développement d'offres circulaires. Il s'agit d'un large éventail de solutions, qui vont de l'écoconception au recyclage en passant par la location, la seconde main, le reconditionnement...

Bien que ces leviers soient identifiés, leur développement est lent et rencontre de nombreux obstacles en interne malgré les tendances mondiales nous permettant de penser que ces offres circulaires s'imposeront dans un avenir où les ressources naturelles ou minérales seront moins accessibles pour la fabrication de produits neufs sur nos marchés européens.

Il s'agit donc d'aller plus loin. Le travail étudie l'intérêt la mesure d'impacts, pour permettre une comparaison plus complète des options circulaires face au traditionnel schéma linéaire de l'offre de l'enseigne et vise à déterminer si la quantification ou la monétisation sont des outils efficaces et suffisants dans une entreprise principalement pilotée par la performance financière.

MOBIVIA - Lille



**Philippe
Chausson**

49 ans

Université Lyon 2
IEP Lyon

Conseil et Relation
Client
CWT
(Voyage d'affaires)

Comprendre les usages du voyage d'affaires et le rôle actuel de la politique voyage des entreprises, et proposer un protocole innovant pour les aider à se décarboner.

La plupart des grandes entreprises contrôlent les voyages au travers d'un budget et d'une politique voyage. A l'heure où la vidéo conférence se démocratise, et où les entreprises se fixent des objectifs de décarbonation, comment ces dernières peuvent elles s'assurer que les émissions liées aux déplacements de leur collaborateurs sont utiles ?

L'objet de cette thèse est d'apporter un éclairage sur les usages du voyage d'affaires, et de proposer des pistes d'amélioration aux entreprises pour les aider à mieux encadrer la demande de déplacements.

Pour se faire, il s'agit de comprendre comment elles gèrent les demandes de voyages aujourd'hui. Quelles ont été leur priorités jusqu'à présent et quel est leur niveau de compréhension sur les raisons qui conduisent leurs salariés à se déplacer ; une analyse de la politique voyage (PV) en tant qu'instrument, sur la base d'une revue de 22 PVs de grands groupes internationaux, permet de comprendre les limites de l'encadrement actuel fourni par les entreprises.

Enfin, la mise à jour de motivations implicites et une revue de littérature scientifique servent de base à une réflexion sur les modes de réunions (vidéo-conférence ou déplacement) et la manière dont les entreprises peuvent repenser l'usage de la mobilité pour atteindre leurs objectifs de décarbonation.

CWT - Paris



Comment évaluer (et accompagner) les progrès RSE des PME du portefeuille en tenant compte des exigences de nos parties prenantes et des évolutions réglementaires.

Florence LAUGER

53 ans

ESIAE option finance

Responsable appui
international et ESG
depuis 5 ans

Créée en 2010, Capital Export est une société de Capital Investissement indépendante. Elle déploie des fonds dédiés aux PME françaises ayant des savoir-faire distinctifs et les accompagne en leur apportant des capitaux et des appuis opérationnels, notamment à l'international.

La démarche ESG (Environnement, Social, Gouvernance) fait partie intégrante de sa stratégie d'investissement. Capital Export accompagne et sensibilise les équipes dirigeantes sur l'importance et les bénéfices immédiats et futurs d'une démarche RSE active et structurée. Les risques en matière de durabilité et les éventuels points d'impact et d'amélioration sont suivis avec une attention particulière tout au long de l'investissement.

Depuis 2020, Capital Export accélère la structuration de sa Politique de durabilité, principalement sous l'impulsion des réglementations européennes. La systématisation des diagnostics ESG post-investissement, la collecte d'indicateurs ESG annuels et la mise en place de plans d'action, ont permis le passage d'un premier cap.

L'objectif désormais est de reprendre de la hauteur afin d'évaluer la pertinence du référentiel ESG proposé aux PME du portefeuille et d'en extraire des indicateurs de cotation appropriés aux spécificités du portefeuille tout en tenant compte des exigences de nos souscripteurs et de l'évolution des réglementations. Cette étape est stratégique pour déployer des plans d'action RSE impactants et fédérateurs.

CAPITAL EXPORT – Lyon



Ce document présente les résumés des thèses professionnelles défendues à l'École des Mines de Paris pour l'obtention du diplôme de Mastère Spécialisé en Management Global parcours RSEDD pour l'année scolaire 2023-2024 (de la seizième promotion) - Version d'octobre 2024.

ISIGE - MINES Paris-PSL
35, rue Saint-Honoré - 77305 Fontainebleau Cedex
01.64.69.48.78 - www.isige.minesparis.psl.eu